

Source : http://www.lemonde.fr/climat/article/2017/10/31/rechauffement-climatique-la-bataille-des-2-c-est-presque-perdue_5208255_1652612.html?xtor=RSS-3208

Téléchargement 31 10 2017

Réchauffement climatique : la bataille des 2 °C est presque perdue

Les Nations unies sonnent l'alerte sur les efforts très insuffisants des Etats pour contenir le réchauffement. Après 2030, il sera trop tard.

LE MONDE | • Mis à jour le 31 10 2017 | Par [Pierre Le Hir](#)

Abonnez vous à partir de 1 € [Réagir](#) Ajouter

Partager [Tweeter](#)



La bataille du [climat](#) n'est pas encore perdue, mais elle est très mal engagée. A ce stade, il existe un « *écart catastrophique* » entre les engagements pris par les Etats pour [réduire](#) leurs émissions de gaz à effet de serre et les efforts nécessaires pour [respecter l'accord de Paris](#) adopté lors de la [COP21](#), en décembre 2015 – à [savoir contenir](#) la hausse de la température planétaire « *nettement en dessous de 2 °C par rapport aux niveaux préindustriels* », en essayant de la [limiter](#) à 1,5 °C. C'est la mise en garde qu'adresse l'ONU Environnement (ex-Programme des Nations unies pour l'[environnement](#)), dans un rapport publié mardi 31 octobre.

Ce n'est pas la première alerte lancée par l'organisation, qui s'appuie sur un large réseau [international](#) de scientifiques. Mais elle prend un ton particulièrement pressant, à quelques jours de l'ouverture de la COP23 (du 6 au 17 novembre à Bonn, en [Allemagne](#)) et après un été cataclysmique, durant lequel une succession d'ouragans, d'inondations et d'incendies a montré la vulnérabilité des pays riches comme pauvres aux dérèglements climatiques.

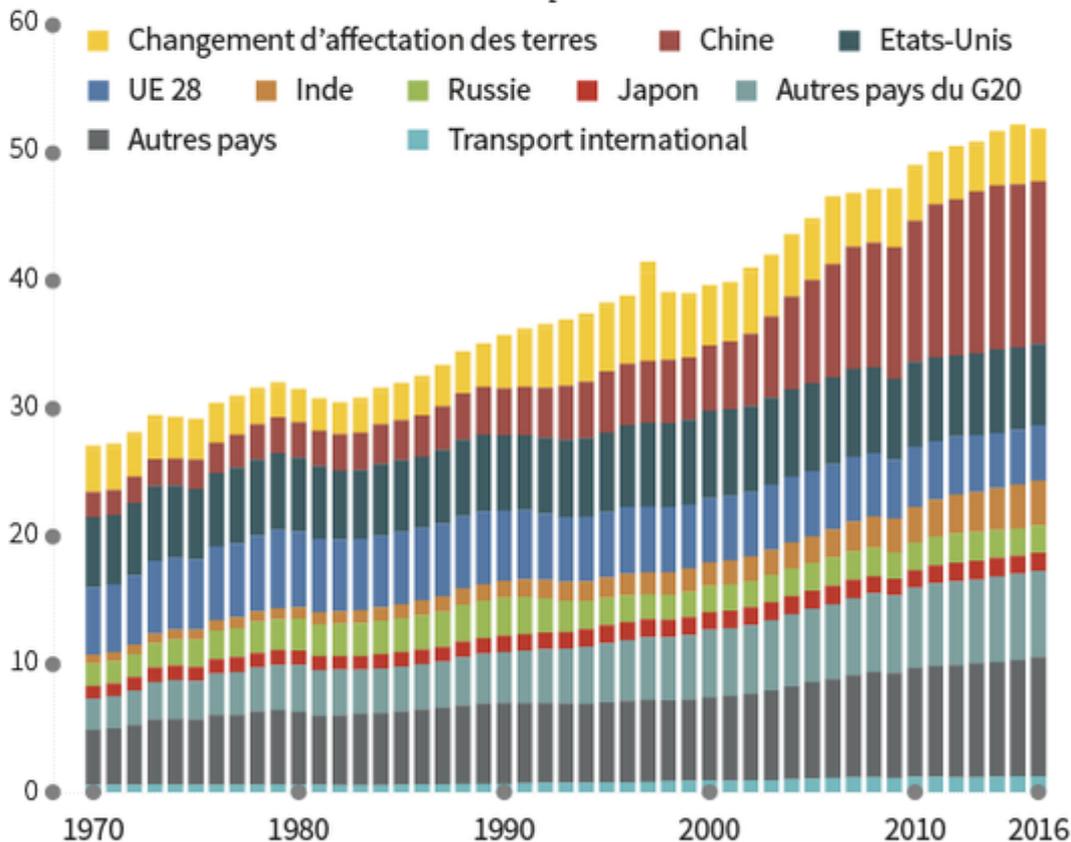
Un tiers du chemin

Certes, une bonne nouvelle semble se confirmer : les émissions mondiales annuelles de CO₂ issues de la combustion de ressources fossiles (charbon, [pétrole](#) et gaz) et de l'[industrie](#) cimentière, qui représentent 70 % du total des rejets de gaz à effet de serre, se sont stabilisées depuis 2014, à un peu moins de 36 milliards de tonnes (gigatonnes ou Gt). Cela s'explique par une moindre croissance du recours au charbon en Chine mais aussi aux Etats-Unis – les deux plus gros pollueurs de la [planète](#) – et par l'essor concomitant des filières renouvelables, à [commencer](#) par le solaire, particulièrement en [Chine](#) et en [Inde](#).

Toutefois, note le rapport, cette stabilisation n'a été observée que sur une courte période et la tendance « *pourrait s'inverser si la croissance de l'économie mondiale s'accélère* ». En outre, le bilan est plus mitigé si l'on considère non seulement le CO₂ mais aussi le méthane et l'ensemble des gaz à effet de serre, également produits par l'[agriculture](#), les changements d'utilisation des terres et la déforestation. Le total des émissions, d'environ 52 Gt équivalent CO₂ en 2016, marque ainsi une légère progression par rapport aux années antérieures.

Une courbe d'émissions à inverser au plus vite

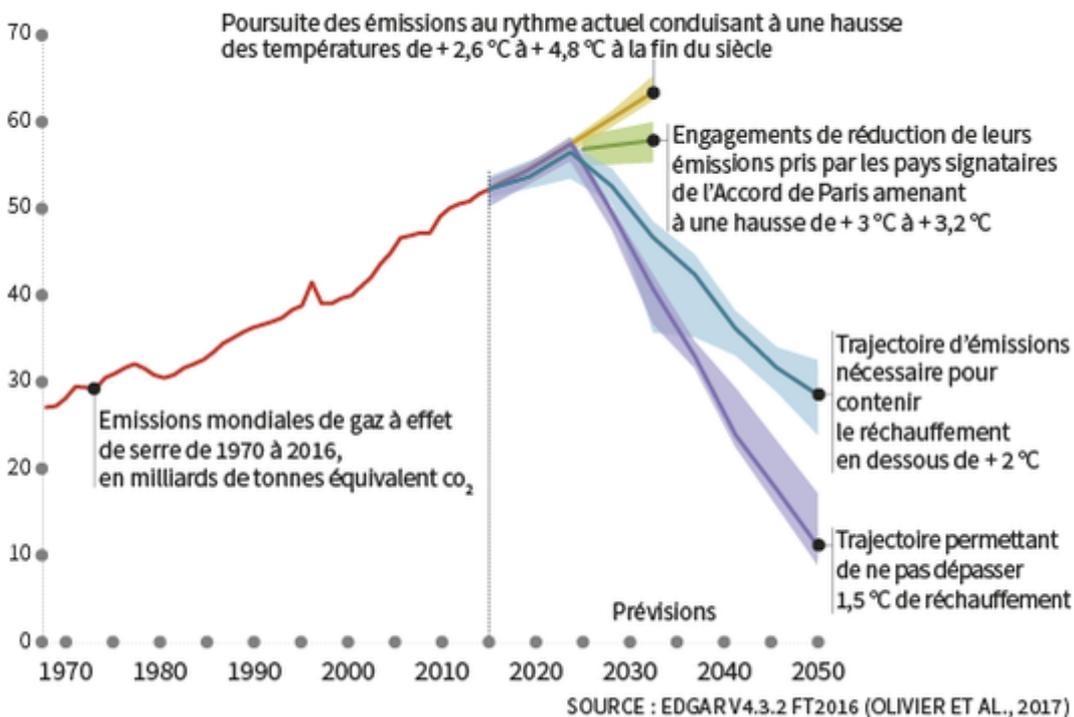
ÉMISSIONS MONDIALES DE GAZ À EFFET DE SERRE DE 1970 À 2016,
EN MILLIARDS DE TONNES ÉQUIVALENT CO₂



On est donc très loin de la baisse drastique des émissions indispensable pour [atteindre](#) les objectifs de l'accord de [Paris](#). Afin de contenir le réchauffement sous 2 °C, il faudrait [plafonner](#) les rejets mondiaux à 42 Gt en 2030, calculent [les experts](#). Et [viser](#) un maximum de 36 Gt pour [conserver](#) un espoir de [rester](#) sous la barre de 1,5 °C. Des études scientifiques récentes – dont l'ONU Environnement indique qu'elle tiendra compte dans ses prochains rapports – concluent même qu'il faudrait en réalité [parvenir](#) à un niveau beaucoup plus bas, d'environ 24 Gt seulement en 2030, pour [éviter](#) l'emballement climatique.

Or, les engagements pris en 2015 par les 195 pays parties prenantes de l'accord de Paris, dont 169 l'ont à ce jour ratifié, ne permettront que d'accomplir « *approximativement un tiers* » du chemin, préviennent les rapporteurs. A [supposer](#) que tous les Etats respectent l'intégralité de leurs promesses, parfois conditionnées à l'obtention de financements internationaux et de surcroît non contraignantes, la Terre s'achemine aujourd'hui vers une hausse du thermomètre de 3 à 3,2 °C à la fin du siècle. Sans effort supplémentaire, en 2030, l'humanité aura consommé 80 % de son « budget carbone », c'est-à-dire la quantité de CO₂ qu'elle peut encore [relâcher](#) dans l'atmosphère sans [dépasser](#) 2 °C de réchauffement. Et elle aura épuisé la totalité du budget lui permettant de ne pas [aller](#) au-delà de 1,5 °C.

HAUSSE PRÉVISIBLE DES TEMPÉRATURES EN FONCTION DES TRAJECTOIRES D'ÉMISSIONS



Autrement dit, « *il est urgent d'accélérer l'action à court terme et de [renforcer](#) les ambitions nationales à long terme* ». Le temps est compté : « *Il est clair que si l'écart [entre les réductions d'émissions nécessaires et les engagements des pays] n'est pas comblé d'ici à 2030, il est extrêmement improbable que l'objectif de [maintenir](#) le réchauffement global bien en dessous de 2 °C puisse encore [être](#) atteint* », insiste le rapport.

« *La situation est très préoccupante, commente le climatologue Jean Jouzel, ex-vice-président du groupe de [travail](#) scientifique du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC). Les premiers bilans des politiques nationales montrent que globalement, on est plutôt en dessous des engagements pris à Paris. Et, sans les Etats-Unis, il sera très difficile de [demander](#) aux autres pays de [rehausser](#) leur ambition.* » En tout état de cause, ajoute-t-il, « *on reste très loin du compte : pour [garder](#) une chance de rester sous les 2 °C, il faudrait que le pic des émissions soit atteint en 2020 au plus tard.* »

Lire aussi : [Tous les indicateurs du réchauffement climatique sont au rouge](#)

D'où l'appel des Nations unies à [mettre](#) à profit le « dialogue facilitateur » prévu par l'accord de Paris entre les parties signataires, en 2018, pour [revoir](#) à la hausse les contributions nationales, qui doivent être révisées tous les cinq ans. « *La plupart des pays du G20, souligne le rapport, ont besoin de nouvelles politiques et actions pour [remplir](#) leurs engagements.* » C'est aussi à l'automne 2018 que le GIEC doit [publier](#) un rapport spécial sur la possibilité ou non de ne pas [franchir](#) le niveau de 1,5 °C, ainsi que sur les conséquences d'un réchauffement de plus grande amplitude.

« Opportunités »

L'ONU Environnement veut pourtant rester optimiste. A ses yeux, il est encore « *possible* » d'éviter la surchauffe généralisée. « *Une rupture dans les [technologies](#) et les investissements peut réduire les émissions, tout en créant d'immenses opportunités sociales, économiques et environnementales* »,

assure son directeur, le Norvégien Erik Solheim.

La solution la plus radicale est connue : elle consiste à [laisser](#) sous terre entre 80 et 90 % des réserves de charbon, la moitié de celles de gaz et environ un tiers de celles de pétrole. Ce qui suppose, en première priorité, de ne plus [construire](#) de nouvelles centrales à charbon et de [programmer](#) l'arrêt de près de 6 700 unités actuellement en service.

Mais, poursuivent les rapporteurs, d'autres leviers doivent aussi être actionnés. En agissant avec volontarisme dans tous les secteurs économiques, ce sont de 30 à 40 Gt par an qui pourraient être soustraites à l'atmosphère. A eux seuls, la promotion des filières solaire et éolienne, l'amélioration de l'efficacité énergétique, le [développement](#) de modes de [transports](#) alternatifs, l'arrêt de la déforestation et le reboisement pourraient [faire chuter](#) les émissions annuelles de 22 Gt. L'humanité n'a pas encore brûlé toutes ses cartouches. Mais elle est entrée dans la zone de tous les dangers.